

Le Grain de sable en Isère



Bulletin d'ATTAC Isère

ATTAC : Association pour la taxation des transactions
financières et pour l'action citoyenne
Bulletin édité par ATTAC Isère
Siège social et adresse postale :
Maison des Associations
6 rue Berthe de Boissieux - 38000 Grenoble
attac38@attac.org - <http://www.local.attac.org/attac38/>
Directeur de publication : Joelle Prévost
Mise en page : Ariane Salvans
CCAP : en cours d'enregistrement
imprimé par nos soins

Bulletin n° 102 mai 2017 - Prix : 0,2 euros

« Politiquement, la faiblesse de l'argument du moindre mal a toujours été que ceux qui choisissent le moindre mal oublient très vite qu'ils ont choisi le mal »

Hannah Arendt

« Le parasitisme social »

Brève de Biélorussie :

La taxe pour le financement des dépenses publiques, nom officiel du texte baptisé par le Biélorusses « impôt sur le parasitisme » avait été entérinée le 05 avril 2015 par le décret du président Alexandre Loukachenko « sur la prévention de l'assistanat social ». D'après le texte les citoyens ne pouvant justifier d'une activité officielle de six mois par an doivent s'acquitter auprès du fisc d'une taxe annuelle de près de 180 €. En 2018 les parasites devront payer environ 208 €. Le décret

prévoit des sanctions en cas de non paiement de la taxe : une amende allant jusqu'à 47 €, 15 j d'emprisonnement et des travaux d'intérêt général : 470 000 personnes tombent sous le coup de la nouvelle loi.

(Source : Courrier international mars 2017)

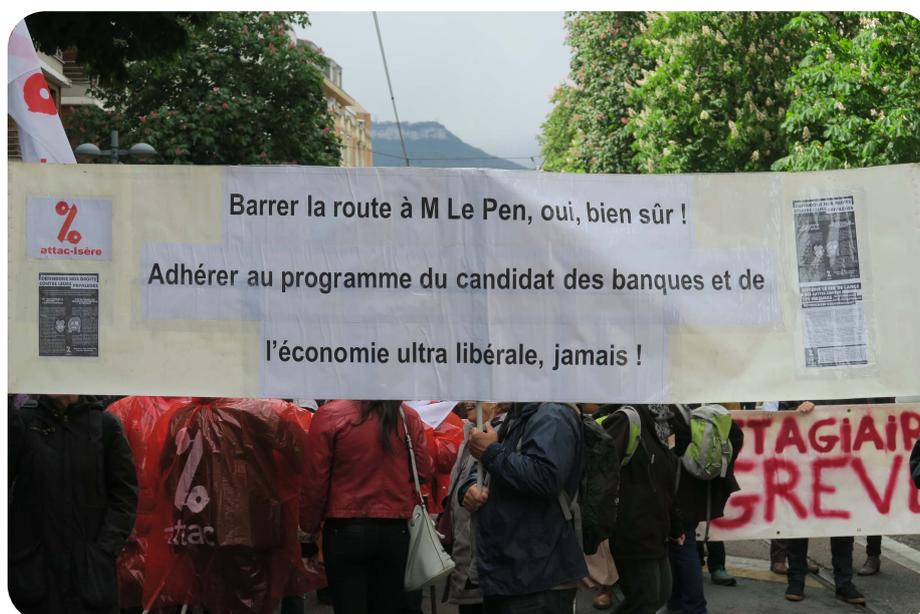
Oisifs de tous les pays unissez-vous !

Georges Veyet

Premier mai

En ce premier mai 2017, les oriflammes d'Attac étaient bien présentes dans le cortège, portées par une bonne quinzaine de militants. La « Manif », sans être décevante, n'était pas celle des grands jours, et l'ambiance était hésitante. Dans cet entre deux tours qui ne laissait en lisse que la candidate de l'extrême droite xénophobe et son concurrent néolibéral, tous semblaient chercher le cap de l'espoir, hésitant sur la stratégie à adopter, et même sur les slogans à afficher...

Des rangs syndicaux jusqu'à la CNT, partout on redoute le FN, mais QUI veut donner son vote à l'Homme de chez Rothschild ? La grande bannière d'Attac Isère avait choisi d'afficher :



Rendez l'argent

« I want my money back » : c'est la fameuse formule de Margaret Thatcher en 1979 qui réclama et obtint une « ristourne » de la quote-part du Royaume-Uni au budget européen. Aujourd'hui, « we want our money back » : nous demandons que les centaines de milliards d'euros confisqués par l'évasion fiscale, par le Crédit impôt compétitivité emploi (CICE), par une fiscalité trop généreuse à l'égard des plus riches, par l'absence de taxe sur les transactions financières... nous soient restitués ! Et qu'ils servent aux urgences sociales et écologiques, à la réhabilitation des services publics, à la création des dizaines de milliers d'emplois nécessaires à la transition écologique ou encore au respect du droit au logement et à la solidarité internationale..

« Les caisses de l'État sont vides », « un État en situation de faillite », la « dérive de la dépense publique » : ce refrain revient avec chaque plan d'austérité budgétaire et salariale, chaque renoncement à l'action écologique. Ce qui a pour conséquences : diminuer le nombre de postes de fonctionnaires, couper les vivres aux collectivités locales, reculer encore l'âge de la retraite...

Fin février, un rapport commandité par l'Institut de l'entreprise demande à nouveau de « réduire la dépense publique pour renouer avec la prospérité » : il a été rédigé par Michel Pébereau, ex-président de BNP Paribas, la banque n°1 de l'évasion fiscale.

En réalité, de l'argent, il y en a beaucoup, concentré entre quelques mains. L'ex président de la république F. Hollande, autoproclamé « ennemi de la finance », n'a quasiment rien fait pour le récupérer. Pire, il a offert aux entreprises plus de 40 milliards de cadeaux fiscaux supplémentaires. Exaspérée, une partie des classes populaires se réfugie dans l'abstention ou, comme aux États-Unis, dans un vote nationaliste et raciste.

Pourtant, rien n'oblige à détruire l'emploi et les droits sociaux, à appauvrir les services publics ou à bloquer les investissements dont nous avons désespérément besoin pour engager la transition. L'argent est là, accumulé, dissimulé, évadé par les plus riches et les multinationales. L'impôt, qui devrait être vu comme une « contribution citoyenne », est discrédité par la fraude et l'évasion auxquelles se livrent les privilégiés. L'injustice fiscale sape les fondements du contrat social.

Contrairement au discours dominant, il n'y a pas eu de « dérapage » des dépenses publiques, qui sont restées stables depuis 25 ans, autour de 55 % du PIB. Le niveau élevé des dépenses publiques en France correspond à un choix de société, auquel la population est attachée, avec une éducation et une santé publiques. Evidemment toute dépense publique n'est pas bonne par principe et on ne doit pas se passer d'un examen des dépenses inutiles. Certaines sont certainement à réorienter ou à supprimer. Mais il est indispensable de rappeler

une réalité trop souvent ignorée : si les déficits et la dette ont flambé, c'est que les recettes publiques ont été progressivement érodées par les cadeaux fiscaux, l'évasion et la concurrence fiscales.

Dans ce rapport, nous montrons qu'il est possible de récupérer plus de 200 milliards d'euros par an. Comment ? Par des mesures balisées et crédibles, qui pourraient être mises en œuvre par un gouvernement volontariste et poussé par les citoyen-ne-s, associations, mouvements et syndicats mobilisé-s en ce sens. Ce rapport en dresse une liste, non exhaustive :

- une lutte efficace contre l'évasion fiscale (80 milliards d'euros)
- une taxation de l'ensemble des transactions financières (36 milliards d'euros)

- la suppression des niches fiscales les plus injustes et inefficaces (15 milliards d'euros, hors Pacte de responsabilité et CICE)

- parmi ces niches, en particulier, la suppression du Pacte de responsabilité et du CICE (40 milliards d'euros)

- des réformes fiscales visant une plus juste distribution des revenus et des richesses (20 milliards d'euros)

- la suppression des subventions directes et indirectes aux énergies fossiles (10 milliards d'euros)

À toutes ces mesures il faut ajouter la nécessaire restructuration de la dette publique française : annuler la part de la dette détenue par les fonds spéculatifs, restructurer l'autre part détenue par des fonds de retraite et des épargnants moyens et petits, permettrait d'économiser une part substantielle de la charge des intérêts (environ 50 milliards d'euros par an) et de protéger l'État français de la pression des marchés financiers.

Une autre source importante d'argent public à récupérer est constituée par les grands projets inutiles (GPI), qui concernent les autoroutes, aéroports, réseaux ferrés, etc. Réalisés le plus souvent dans le cadre de partenariats public privé (PPP), ces GPI représentent un surcoût considérable pour l'État et les collectivités publiques, sous forme de redevances exorbitantes payées à des grands groupes comme Vinci.

Ces dizaines de milliards d'euros susceptibles d'être récupérés par une restructuration de la dette publique et par un arrêt des GPI ne sont pas comptabilisés dans les 200 milliards d'euros à récupérer chaque année, mais peuvent utilement les compléter. In fine, cet argent permettrait de réellement changer la donne pour l'ensemble des citoyen-ne-s, s'ils étaient alors affectés aux urgences sociales et écologiques, à la consolidation de services publics de qualité, à la création des dizaines de milliers d'emplois nécessaires à la transition écologique ou encore au respect du droit au logement ou à la solidarité internationale.

(Source Attac France)

Georges Veyet

Bruits de bottes

Il y a peu de temps encore, évoquer l'hypothèse de la guerre, de la guerre en Europe s'entend, de la guerre concernant les pays « développés », semblait relever d'une paranoïa avancée. Le changement est donc stupéfiant qui a ramené au premier plan cette frayeur que la construction européenne avait, paraît-il, définitivement rayée du paysage. La guerre étrangère s'est rapprochée, passant du lointain Irak à la Libye toute proche, aux marches de l'Europe orientale. Ressuscitant des oppositions oubliées depuis la « guerre froide », la diplomatie française désormais affiliée à l'impérialisme US réactive l'OTAN et recrée une ligne d'affrontements potentiels à l'est de l'Europe. Puis

avec l'irruption du terrorisme, on découvre que le Moyen Orient et l'Afrique ne sont pas les seuls lieux où la guerre peut tuer.

Il importe maintenant de ne pas perdre de vue que cette « marche à la guerre » n'est pas une fatalité extérieure contre laquelle nous ne pouvons rien faire d'autre que de relancer la course aux armements et les « opérations extérieures ».

On retrouve en effet dans ce changement brutal de contexte les ingrédients classiques de toutes les guerres, et surtout de celles que l'appétit de conquêtes du capitalisme occidental a rendues nécessaires.

Il y a le poids des conditions économiques, avec l'une de ces

fameuses « crises » dont on sait que le capitalisme sort bien souvent par la guerre, trouvant soudain par milliards les deniers qu'en temps de paix il prétendait épuisés.

Le lien entre cette concurrence et la « vraie guerre » est parfaitement décrit par l'irremplaçable J. Attali, lorsqu'en 2013 il nous fait part de son rêve : « ../.. Il faudrait donc apprendre à combattre la crise avec le même acharnement, la même absence de souci de popularité, le même décorum, la même mise en scène, le même vocabulaire que contre un ennemi de l'extérieur. »

Voilà. Tout est dit, les masques tombent, les politiques n'ont plus qu'à emprunter les uniformes et les armes et le tour est joué.

On y retrouve le poids des lobbies « militaro-industriels » contre lesquels déjà D. Eisenhower lui-même mettait en garde en quittant la maison blanche.

On y retrouve l'espoir d'un « union nationale » faisant taire les oppositions et paralysant les oppositions, aussitôt taxées de trahison et de faiblesse.

Mais surtout, on y retrouve ce mécanisme pervers : toute guerre nécessite l'accord des populations. Et c'est à cela que s'attellent aujourd'hui nos gouvernants en alliant un vocabulaire martial à des opérations du type sentinelle qui nous accoutument lentement à l'atmosphère belliqueuse. Avec l'aide d'une presse qui fait preuve du même alignement et du même aveuglement que Fox News naguère.

Oui le capitalisme porte une lourde responsabilité dans les risques de guerre actuels, et ses hérauts mènent la bataille culturelle autour de l'indépassable notion de compétition qui envenime les divisions au sein de l'Europe et dresse les

peuples les uns contre les autres. Les partis sociaux-démocrates, une fois de plus, nous trahissent en souscrivant à cette spirale belliqueuse.

Seuls quelques dirigeants et de trop rares intellectuels ont la lucidité ou le courage de ne pas hurler avec les fauteurs de guerre.

C'est donc en dernier ressort les peuples qui sont l'ultime rempart contre ce qui est toujours présenté comme LA solution et qui est TOUJOURS le début d'une catastrophe. Jaurès disait : « C'est à l'intelligence du peuple, c'est à sa pensée que nous devons faire aujourd'hui appel ../.. pour écarter la race humaine de l'horreur de la guerre. »

Or nous en sommes là. Pour des raisons fallacieuses qui portent les jolis noms de droits de l'homme, de sécurité, de lutte contre la barbarie, nos gouvernants nous entraînent aujourd'hui dans cet engrenage. Voici même qu'on entend des voix appeler à « la guerre totale », rappelant un pathétique épisode, prélude à une défaite absolue.

Il nous faut donc refuser de nous inscrire dans cette logique. Refuser les traités et alliances qui à l'exemple de l'OTAN nous entraînent vers des affrontements que nous ne voulons pas. Nous devons nous y opposer de toutes nos forces. La seule instance garante du droit international doit être l'ONU et non les G8 et autres cénacles d'intérêts impérialistes.

Il faut se souvenir du principe fondateur de la république : « le peuple souverain », via sa représentation peut seul décider de la nécessité d'une guerre.

Gérard Collet

McDo passe à la caisse !

LuxLeaks, SwissLeaks, Panama Papers... la multiplication des révélations a jeté la lumière sur les pratiques des banques et des multinationales comme Apple, BNP Paribas, Ikea, Engie, McDonald's, Société générale, Starbucks, Total ou Zara qui profitent de l'opacité financière et de la complicité des pouvoirs publics pour évader des sommes colossales dans les paradis fiscaux.

Pourtant, des solutions existent pour mettre fin à l'évasion fiscale. Il manque la volonté politique pour les mettre en œuvre. Cet argent permettrait de financer des milliers d'emplois pour la transition sociale et écologique. Les militant-e-s d'Attac se sont une fois de plus emparés de la problématique pour montrer le vrai visage des multinationales du 1er avril au 8 avril 2017 au cours de la semaine mondiale d'actions contre l'évasion fiscale. « Rendez l'argent ! »

McDo, c'est 1 400 restaurants en France et 80 % de franchisés. 24 % de leur chiffre d'affaires part dans les paradis fiscaux, 1 milliard d'euros d'impôts évités en 4 ans. Attac France est membre du collectif « McDo passe à la caisse » qui a mené des actions partout en France ce mercredi 5 avril pour réclamer la relocalisation des bénéfices de McDonald's, qu'il paie ses impôts et 13 € de l'heure pour tous les salarié-e-s.

Évasion fiscale, bas salaires,



contournement du droit de la représentation du personnel, absence de majoration pour le travail du dimanche et de nuit, voici la litanie des explications du Monde du 21 avril 2017 dans son article « chez McDo, la foire aux revendications sociales ».

Ses employés ont interpellé les candidats à la présidence de la République : tous ont condamné plus ou moins mollement la maximisation des profits. Mélenchon disait : « les multinationales nous volent 75 millions d'impôts par an et on leur donne 50 millions de CICE par an ».

Quant à Emmanuel Macron, il a refusé de les rencontrer. Ils auraient aimé comprendre ce qu'il veut dire par « renforcer le dialogue social » alors que McDo contourne le droit pour ne pas avoir d'interlocuteur et réprime ceux qui existent. Pourquoi continuer à donner autant d'aides publiques à ceux qui confisquent les richesses que nous créons au quotidien, interrogent les employés.



Devant le McDo, rue Félix Poulat à Grenoble, une action non-violente s'est tenue à 18 heures à l'initiative du « Réseau pour l'action collective transnationale » (ReAct), de ANV COP21, Alternatiba et de ATTAC avec la CGT en soutien des employés : « L'objectif est de renforcer la lutte initiée par la campagne « Fight for \$15 » aux États-Unis, relayée en France par la CGT McDonald's et le ReAct » pour que les salariés, le plus souvent étudiants, obtiennent de meilleurs salaires et conditions de travail.

Gilles Deloustal



Convoi solidaire pour la Grèce : Ah bon la Grèce va mal ?

En mars 2017 Yannis Youlontas du collectif ANEPOS initiait un convoi solidaire pour la Grèce composé de 26 fourgons venant de 31 départements mais aussi de Suisse et de Belgique. Objectif : soutenir les initiatives solidaires autogérées qui accueillent sans distinction de nationalité tous ceux qui subissent de plein fouet les politiques d'austérité et ceux qui vivent le drame de la crise des réfugiés.

Le collectif Grèce-austérité de Grenoble décidait de répondre à cet appel en coordonnant la collecte de fournitures de 1^{er} nécessité pour aider les convoyeurs savoyards qui participaient à cette action politique et solidaire.

Que de belles rencontres lors des collectes où chacun apporte en fonction de ses possibilités ! Qui des couches pour bébé, des doudous, des crayons, de l'alimentation de base, des jouets, etc... des dessins d'enfants accompagnés de messages de bienvenue.

Sur un parking une jeune étrangère nous remercie et nous remercie encore. Pourtant, il n'est pas normal que la population d'un pays d'Europe ne puisse subvenir à ses besoins vitaux que grâce à la solidarité d'autres populations (souvent elles-mêmes démunies).

Combien de fois entend-on « mais tout va bien en Grèce puisque les médias n'en parlent plus ».

Ah bon tout va bien ? + 53 % de mortalité infantile, des enfants mis à l'orphelinat par les parents faute de pouvoir les nourrir, 4 500 suicides en 3 ans, 50 % de baisse des retraites, expulsion de milliers de personnes de leurs logements, soins psychiatriques quasiment plus assurés, hôpitaux dévastés, smic à 480 €, 26 % de chômeurs dont 60 % de jeunes... Des milliers de Grecs ont quitté le pays et 3 millions de personnes n'ont plus accès aux soins.

Environ 50 dispensaires pallient la carence de l'État avec des bénévoles qui assurent soins, distribution de médicaments et réconfort à tous les Grecs et aux réfugiés qui fuient les camps de la honte, dont beaucoup d'enfants parfois orphelins qui ont survécu au naufrage dans la mer Égée. Des initiatives individuelles de repas solidaires s'organisent pour donner une chance de survie à ceux qui n'ont plus rien.

Le 3^e mémorandum a été signé le 12 juillet 2015 par A. Tsipras, au mépris du vote de 61% des électeurs : le pire de tous depuis 2010 avec son lot de sacrifices pour obtenir des prêts qui ne profitent pas aux Grecs (95% servent à payer les créanciers européens).

Pour clore le tout, le mois dernier, au prétexte de justifier le

versement d'une partie de l'aide liée au 3^e mémorandum, les créanciers ont exigé « un accord technique » (qui s'apparente à un 4^e mémorandum) salué avec satisfaction par le représentant de la France présent aux négociations : M Moscovici.

Selon le ministre grec des finances, E. Tsakalotos « La voie est désormais ouverte pour des discussions sur l'allègement de la dette ». Sauf qu'en plus ce sont les travailleurs et classes populaires grecques qui sont pressurés.

Le gouvernement aurait accepté :

- une démolition encore plus importante des relations du travail par la généralisation du travail le dimanche (environ 32 par an), l'abrogation de la pré-approbation ministérielle pour les licenciements de groupes, et la limitation du droit de grève à la condition d'un vote des salariés à 51 %.

- une nouvelle réduction des retraites en 2019 en moyenne de 10 %. Même les pensions actuelles minimales à 484,64 € pour 15 ans d'emploi perdront 22 %.

- un abaissement du plafond des revenus non imposables en 2020 (on parle d'un seuil de 5 680 € par an).

- une accélération des privatisations, bradage des biens publics, disparition de pans entiers du secteur public et notamment DEI (électricité), cessions de biens pour une bouchée de pain à des intérêts économiques étrangers essentiellement spéculatifs.

Ces mesures seront présentées mi-mai au parlement pour un possible accord global le 22 mai 2017 lors d'une réunion des ministres des Finances de la Zone euro.

A quand la disparition pure et simple de la Grèce ? Combien faut-il de vies détruites pour que ce soit reconnu « crime contre l'humanité » ?

Comment rester insensible à ces mots terribles de Peter Koenig dans sa « Lettre au peuple grec : vous êtes sacrifiés devant les yeux du monde » ?

Alors comme le dit Yannis Youlontas: « Pas question de baisser les bras, ni ici, ni là-bas. Pas question de laisser faire. Pas question de rester chacun dans notre coin d'Europe face à la violence du pouvoir qui nous opprime, détruit le bien commun et nous vole nos vies. »

Christine Raymondos

Collectif Grèce-austérité de Grenoble



Agenda

CA :

14 juin. CA de juin, 17h à la MDA.

Université Européenne des mouvements sociaux :

23 au 27 août, à Toulouse.

Infos pratiques

réunions publiques, groupes de travail, groupes locaux, conférences, autres rendez-vous, sur le site web.

site web

www.local.attac.org/attac38

adresse électronique

attac38@attac.org

adresse postale

Attac Isère

Maison des associations

6 rue Berthe de Boissieux

38000 Grenoble

contact

Grenoble

attac38@attac.org

Grésivaudan

info.gresivaudan@attac.org

Saint-Marcellin

attac.stmarcellin@laposte.net

Attac Nord-Isère

nord-isere@attac.org

Voiron

voironnais.attac38@list.attac.org